

### SYNTHÈSE DE LA CRISE

Le Niger est confronté à une crise prolongée et multidimensionnelle, comprenant des conflits armés récurrents, des déplacements, la malnutrition, des épidémies et des catastrophes liées au climat, telles que des inondations. Le contexte est également caractérisé par de profonds défis structurels et les impacts socio-économiques négatifs de la COVID-19.

Le changement climatique a eu un impact particulièrement dur sur la région du Sahel, avec des températures qui augmenteraient 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale, des sécheresses et des inondations entraînant une baisse de la productivité agricole et une raréfaction des ressources en eau. Comme souligné par la Haut-Commissaire aux droits humains lors de sa visite au Niger en décembre 2021, " il y a eu une infiltration croissante de groupes armés non étatiques et d'autres acteurs violents des pays voisins au Niger depuis 2015 ", ce qui a contribué à la détérioration du climat sécuritaire ([OHCHR, 2021](#)).

La croissance rapide de la population, combinée à une faible productivité agricole persistante, au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, exerce une pression insoutenable sur les approvisionnements alimentaires, les ressources naturelles et les services publics, et exacerbe la concurrence pour les ressources. Dans le même temps, la faible gouvernance et le mécontentement concernant la gestion des ressources publiques et la prestation des services renforcent les griefs et la radicalisation des tensions sociales existantes dans le pays ([African Development Bank, 2020](#)).

En 2020, le Niger se classait 189 sur 189 pays dans l'indice de développement humain des Nations Unies. Plus de 10 millions de personnes - 40,8 % de la population - vivent dans une extrême pauvreté. Quelque 3,8 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire dont plus de 1,8 million d'enfants de moins de cinq ans qu'ont besoin d'une assistance nutritionnelle ([OCHA, 2022](#)).

Les incidents de protection contre la population, en particulier les graves violations des droits humains, ont augmenté de façon préoccupante au cours des trois dernières années. Les résultats désastreux de la campagne agropastorale ont entraîné des crises alimentaires et nutritionnelles dans plusieurs régions du pays. L'accès des acteurs humanitaires aux groupes de population dans le besoin et leur accès aux services sociaux de base restent un problème majeur. Malgré les efforts d'investissement dans les infrastructures, des lacunes importantes persistent en termes

de qualité, notamment en ce qui concerne les services sociaux et de santé de base, leur taux de couverture ainsi que la qualité des routes ([OCHA, 2022](#)).

À ces défis s'ajoutent des aspects structurels liés à un taux de fécondité élevé (6,2 enfants par femme en moyenne), déterminé par un taux élevé de mariages précoces (76,3 % des filles âgées de 20 à 24 ans sont mariées avant l'âge de 18 ans et 28 % avant l'âge de 15 ans), la forte prévalence de la polygamie et de la répudiation, la faible utilisation de méthodes contraceptives (10 %) et la scolarisation relativement faible des filles ([Spotlight programme Niger, 2021](#)).

Les taux de violence basée sur le genre (VBG) sont extrêmement élevés dans le pays, et ils sont exacerbés par la crise humanitaire multiforme actuelle ainsi que par des normes sociales bien ancrées qui empêchent la promotion de l'égalité des genres. Les enfants sont affectés par des problèmes de protection spécifiques tels que : la détresse psychosociale, la séparation familiale, l'association avec des groupes armés et le recrutement forcé, l'exposition aux mines et autres engins explosifs, mais aussi par des problèmes de protection structurels qui sont exacerbés par la VBG (y compris le mariage d'enfants et l'exploitation sexuelle), travail des enfants et autres formes d'abus ([CP AoR, N.d.](#)).

### PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

#### ● Principales priorités

- La lutte contre la VBG au Niger nécessite des interventions multisectorielles et à plusieurs niveaux, qui s'attaquent aux obstacles structurels à l'égalité des genres ainsi qu'aux facteurs de risque de VBG déterminés par la situation humanitaire.
- Augmenter le niveau de financement humanitaire au Niger, étant donné que seulement 48% de l'Aperçu des besoins humanitaires a été financé et que moins de 20% des fonds demandés pour les interventions de protection ont été alloués, y compris le financement des services spécialisés de réponse et de prévention de la VBG ([OCHA, N.d.](#)).
- Le mariage d'enfants est omniprésent au Niger et les impacts négatifs globaux sur la vie des filles et de la communauté au sens large signifient qu'il s'agit d'un domaine d'attention prioritaire à plusieurs niveaux, y compris, mais sans s'y

limiter, l'amendement des lois nationales, l'application effective de la loi pour poursuivre les mariages précoces et forcés (que ce soit en vertu du droit civil ou coutumier), la prévention effective et la réponse aux activités de programmation du mariage précoce et l'inclusion d'approches de changement des normes sociales pour prévenir le mariage d'enfants.

- La qualité et la couverture des services liés à la VBG doivent être améliorées en mettant l'accent sur les groupes les plus vulnérables et conformément à l'approche centrée sur les survivantes, en plaçant la confidentialité des données relatives à la VBG au centre de la prestation de soins, en mettant l'accent sur la gestion des cas et le partage des données.

- Plaidoyer pour l'égalité d'accès et de disponibilité des services de lutte contre la VBG dans les différentes régions du pays, permettant l'accès des acteurs humanitaires à toutes les régions qui en ont besoin.

- En raison des données limitées disponibles en ligne, il existe un besoin évident d'informations plus détaillées sur la tolérance zéro envers l'exploitation et les abus sexuels (EAS), des mécanismes de signalement clairs, sûrs et accessibles pour les survivantes, des enquêtes centrées sur les survivantes, et l'accès à une assistance adéquate et adaptée à l'âge des survivantes de EAS.

### ● Principales zones géographiques

---

Selon les résultats de l'analyse des risques du modèle INFORM en 2022, le Niger a le 2ème indice de risque le plus élevé du Sahel avec un score de 7.4. Les régions du pays ayant les scores les plus élevés sont Diffa, Tillabéri et Maradi. Ceci est également confirmé par une évaluation multi-agences coordonnée par OCHA qui a identifié Tillabéri, Tahoua, Diffa et Maradi comme les régions dont la situation s'est aggravée au cours de l'année 2022. Dans la région de Diffa, l'accès humanitaire reste limité en raison de l'insécurité croissante, des effets du mauvais temps et d'autres facteurs qui empêchent l'accès des acteurs humanitaires aux personnes vulnérables et aux services sociaux de base. Dans la région de Maradi, l'insécurité et les incursions répétées des groupes armés non étatiques (GANE) ont diminué grâce au renforcement de la sécurité par les forces armées nigériennes. Cependant, certaines communes ne sont pas épargnées par le problème de la criminalité, qui affecte la population et les services sociaux de base. De plus, il existe des restrictions sur le mouvement des acteurs humanitaires imposées par les autorités décentralisées.

Les incursions répétées des GANE dans la région de Tillabéri ont un impact sur les conditions de vie de la population nigérienne dans cette zone ([OCHA, 2022](#)).

Ces trois régions sont également confirmées comme prioritaires en 2022 pour augmenter l'accès et la disponibilité de services de qualité en matière de VBG par le Sous-Cluster VBG, étant donné qu'elles ont enregistré le pourcentage le plus élevé d'incidents de VBG par les partenaires en 2020 ([OCHA, 2022](#)).

Tahoua était une quatrième région supplémentaire avec un pourcentage plus élevé d'incidence de VBG. La VBG est présente dans tout le Niger, car la VBG est répandue, mais ces régions spécifiques sont des zones où le pourcentage d'acteurs humanitaires est plus élevé, d'où les services ([OCHA, 2021](#)).

### ● Principaux groupes vulnérables

---

La VBG touche principalement les femmes et les filles, qui constituent donc des groupes à risque au Niger.

Les adolescentes subissent une multitude de types et de manifestations convergentes de VBG, allant de la privation d'éducation au mariage précoce et forcé ([Spotlight programme Niger, 2021](#)).

La crise de protection dans le pays touche également des milliers de migrants, de demandeurs d'asile et de réfugiés de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, qui risquent d'être victimes d'abus, de violations des droits, de VBG et d'exploitation. En effet, le nord du Niger reste une plaque tournante de la migration, avec des routes migratoires de plus en plus dangereuses qui poussent les passeurs à contourner la ville d'Agadez en empruntant d'autres routes plus isolées et à haut risque ([Cluster Protection Niger, 2022](#)).

Au niveau mondial, 59 % des infections par le VIH ont eu lieu chez les adolescentes et les jeunes femmes et, dans certaines régions d'Afrique, ce pourcentage atteint 67 % ([UNWOMEN, N.d.](#)). Ceci est particulièrement inquiétant si l'on considère que la connaissance de la prévention du VIH chez les jeunes femmes nigériennes âgées de 15 à 24 ans reste assez faible (15.8 %) par rapport à celle des jeunes hommes (25.5 %). La prévalence du VIH parmi les travailleurs du sexe au Niger est également très élevée (9.5 %) par rapport à 2 % de la population globale, ce qui les expose à des risques élevés de violence supplémentaire ([UNAIDS N.d.](#)).

Les informations sur d'autres groupes susceptibles d'être confrontés à un ensemble complexe de défis et de menaces, y compris la VBG, comme les femmes et les filles vivant avec un handicap, les femmes âgées et les personnes ayant des orientations sexuelles, des identités de genre, des expressions de genre et des caractéristiques sexuelles différentes, ne sont pas entièrement enregistrées et documentées.

### SYSTÈME JURIDIQUE ET JUSTICE

Le Niger est partie à un certain nombre de traités et conventions internationaux et régionaux qui garantissent les droits des femmes et des filles et pour lesquels des rapports périodiques sont régulièrement produits. Il s'agit notamment de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et son protocole additionnel, de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) et ses protocoles additionnels, de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, de la Convention sur les pires formes de travail des enfants, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Des efforts ont été faits pour internaliser ces traités et conventions.

Ainsi, le cadre législatif nigérien comporte plusieurs dispositions qui répriment et punissent certaines formes de violence, notamment les MGF, le viol (avec une nouvelle définition), le harcèlement sexuel, l'esclavage, les coups et blessures sexuels, la loi sur la santé de la reproduction, la loi sur le VIH, le décret relatif à la protection, au soutien et à l'accompagnement des jeunes filles pendant leur scolarité. Toutefois, le Niger a émis quelques réserves sur la CEDEF, notamment en ce qui concerne la prise de mesures appropriées pour abroger toutes les coutumes et pratiques discriminatoires à l'égard des femmes, en particulier l'héritage et le libre choix du nombre et de l'espacement des naissances, qui limitent l'applicabilité du principe d'égalité affirmé dans le document. En outre, le pays n'a pas encore ratifié la Charte africaine des droits humains et des peuples sur les droits des femmes (signée en 2004) et n'a pas pris de mesures adéquates pour assurer la prévention et la gestion appropriée de la violence basée sur le genre ([African Development Bank, 2020](#)).

Au Niger, le droit de la famille a plusieurs sources : le Code civil, les coutumes et les instruments juridiques internationaux. Le Code civil fixe l'âge minimum du mariage à 18 ans pour les garçons et 15 ans pour les filles, et la majorité des unions se font selon le droit coutumier, ce qui est contraire aux droits humains des enfants stipulés par la CIDE ([UNWOMEN, 2018](#)). S'il existe un vide juridique concernant les sanctions

qui peuvent être infligées au(x) coupable(s) en cas de mariage avant l'âge légal, le mariage peut être annulé par le juge. Toutefois, il convient de noter que les juges n'ont aucun moyen d'annuler le mariage d'enfants de plus de 15 ans ([Save the Children UK., N.d.](#)).

La politique nationale sur le genre et la stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre au Niger (2017-2021) constituent les cadres politiques clés les plus récents pour faire progresser l'égalité entre les genres et l'autonomisation des femmes et des filles au Niger et pour réduire le taux de prévalence des VBG dans le pays de 28,4 % à 15,4 % en 2021 ; cependant, aucune donnée actualisée concernant l'impact de la mise en œuvre de ces cadres n'a pu être obtenue ([UNWOMEN, 2021](#)).

**L'État de droit :** La non-ratification de la Charte africaine des droits humains et des peuples sur les droits des femmes, les réserves sur la CEDEF et la coexistence de trois sources de droit (coutumier, religieux et moderne) sont quelques-uns des principaux défis législatifs à la promotion du genre et au fonctionnement du système judiciaire ([African Development Bank, 2020](#)). Le système judiciaire souffre également d'un manque général de confiance de la part des citoyens.nnes; de l'éloignement géographique des tribunaux et de la lenteur des procédures judiciaires ; de la connaissance limitée que les citoyens.nnes ont de leurs droits ; de l'accès limité à la représentation juridique, en raison du faible nombre d'avocats pratiquant dans le pays, de leur rareté en dehors de la capitale, des frais élevés ([Spotlight Programme Niger, 2021](#)).

**Droits des femmes, notamment en matière de logement, de terres et de propriété :** au niveau national, la Constitution du Niger a été adoptée le 25 novembre 2010. Elle garantit l'égalité des genres. Elle garantit également les mêmes droits et devoirs aux femmes et aux hommes. Cependant, des discriminations à l'égard des femmes existent toujours dans l'application de ces dispositions légales, qui sont renforcées par la prééminence effective du droit coutumier et de la charia sur le droit moderne ([African Development Bank, 2020](#)). Dans la majorité des cas, les femmes ne possèdent ni maison (61%) ni terre (64%). Cependant, les terres qu'elles cultivent leur sont généralement attribuées selon les règles coutumières, et selon des statistiques du gouvernement 22% des femmes ont déclaré posséder une maison avec quelqu'un d'autre (généralement un conjoint) et 14% ont déclaré être les seules propriétaires de leur maison ([UNFPA, 2020](#)).

**Définitions juridiques de la VBG :** Les lois sont inadéquates pour tenir les auteurs de VBG responsables et, par conséquent, pour rendre justice aux survivantes. Par exemple, selon un rapport de la Banque Mondiale, il n'existe pas de réglementation spécifique sur la violence domestique au Niger ([World Bank, 2018](#)). En conséquence, il existe une acceptation sociale de certaines formes de violence domestique qui restent impunies ([African Development Bank, 2020](#)).

**Lois sur le mariage :** Comme indiqué précédemment, au Niger, le Code civil fixe l'âge minimum légal du mariage à 15 ans pour les filles et 18 ans pour les garçons ([World Bank Group, 2019](#)).

**Documentation :** Au Niger, la loi prévoit l'égalité des droits des femmes à une carte d'identité et à un passeport. Cependant, de nombreuses femmes nigériennes en sont dépourvues. Cette situation est souvent liée au fait qu'elles ne possèdent pas d'acte de naissance ([UNWOMEN, 2021](#)). Le manque de documents affecte particulièrement les personnes en déplacement : 70 % des ménages de rapatriés, 61 % des personnes déplacées à l'intérieur du pays et 67 % des réfugiés n'ont aucune pièce d'identité ([OCHA, 2022](#)). Parmi les principales raisons de ne pas avoir de carte d'identité, le manque d'argent est souvent mentionné. Le problème du coût financier se pose également pour les certificats de naissance ([Project 21, 2020](#)).

**Accès à la justice :** Le Niger manque de mécanismes pour assurer une assistance juridique efficace. Par exemple, l'agence nationale d'assistance juridique et judiciaire, chargée de fournir une assistance juridique gratuite à ceux qui n'en ont pas les moyens, dispose de ressources financières et humaines limitées ([UN General Assembly, 2019](#)). Les survivantes de violences entre partenaires intimes ont souvent recours à des mécanismes de recours communautaires, qui ne donnent pas la priorité aux droits des femmes dans leurs mécanismes de résolution des conflits ([UNHCR, 2022](#)). Plus de la moitié des personnes interrogées (51%) dans le cadre d'un exercice de suivi régulier de la protection mené en 2020 ont indiqué que les survivantes de VBG se tournaient d'abord vers les chefs de la communauté pour demander de l'aide, suivis par les femmes leaders (16%). Dans 26% des cas, les acteurs humanitaires (ONU et ONG) ont été approchés en premier, suivis par les voisins dans 24% des cas. Cependant, les résultats de la même étude ont montré que les survivantes de VBG n'étaient pas toujours orientées vers les services de prise en charge de la VBG lorsqu'elles s'adressaient d'abord à un chef communautaire ([Project 21, 2020](#)). Enfin, les enfants en mariages précoces/forcés sont confrontés à des difficultés et des défis particuliers en matière d'accès à la justice, car la réconciliation familiale est privilégiée par rapport aux poursuites judiciaires. Ceci est

conforme à la croyance selon laquelle l'unité de la famille et la paix de la communauté priment sur les droits de la fille. De plus, il n'existe pas au Niger de loi punissant l'auteur d'un mariage d'enfant ([UNWOMEN, 2018](#)).

**La police et le maintien de l'ordre :** La police nigérienne a reçu peu de formation pour l'aider à enquêter et à traiter efficacement les cas de mariages forcés et précoces d'enfants et toute autre forme de VBG, et il est donc souvent difficile pour elle de considérer cette question comme une responsabilité d'application de la loi qui lui incombe d'enquêter et de suivre une procédure régulière. Il est également difficile pour les filles d'accéder à la police pour mener une enquête si elles ne sont pas en possession d'un certificat de naissance pour prouver leur âge ([UNWOMEN, 2018](#)). UNFPA a récemment soutenu une série de formations spécialisées visant à accroître la capacité de la police et de la gendarmerie à traiter et enquêter sur les cas de VBG d'une manière centrée sur les survivantes, en se concentrant sur les quatre régions où les taux de prévalence étaient les plus élevées selon l'enquête nationale sur les VBG à savoir : Maradi, Tahoua, Tillabéry, et Zinder ([UNFPA, 2022](#)).

## SYSTÈMES DE SANTÉ

Comme mentionné dans la section sur le système juridique et la justice ci-dessus, il existe également des faiblesses dans le cadre législatif actuel qui n'équivalent pas à une protection complète des droits humains par la loi et qui ne permettent pas à la police nigérienne de soutenir efficacement la protection complète des survivantes de VBG et des femmes et filles à risque ([Spotlight Programme Niger, 2021](#)).

D'une manière générale, la situation sanitaire de la population, notamment des femmes et des filles, est préoccupante. Seuls 48.47 % de la population ont accès à des services de santé dans un rayon de 5 kilomètres carrés de leur lieu de résidence. Zinder et Diffa ont la couverture la plus faible. De plus, il arrive souvent que les services de santé ne fonctionnent pas en raison de l'insécurité, comme montré par le tableau 1, qui présente les données de janvier 2022 (T1) à juin 2022 (T2) ([OCHA, 2022](#)).

Tableau 1. Services	Diffa		Maradi		Tahoua		Tillabéri		Total	
	T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2
Écoles non fonctionnelles	9	28	11	11	54	33	689	817	763	889
Nombre d'étudiants concernés	1021	1806	465	465	6599	3511	59385	67954	67470	73736
Centres de santé non fonctionnels	42	42	0	0	0	0	37	52	79	94
Marchés non accessibles	0	0	0	0	2	2	21	19	23	21

**Tableau 1. Fonctionnement des Services**

Le taux de mortalité maternelle est élevé (553 pour 100 000 naissances en 2017) et le taux d'accouchements assistés par des professionnels de santé qualifiés s'élève à 32.6 %, contre une moyenne africaine de 50.6 %. Les adolescentes âgées de 15 à 19 ans représentent 34 % du taux de mortalité maternelle (UNFPA, 2022). La croissance démographique du Niger est l'une des plus élevées au monde (3.8% par an). Le pays a un taux de fécondité élevé (6 enfants par femme) en raison de la forte prévalence du mariage des enfants (76.3% des filles se marient avant l'âge de 18 ans). En outre, environ 15 % des femmes mariées ont des besoins non satisfaits en matière de contraception et seulement 9 % des femmes rurales en union âgées de 15 à 49 ans utilisent des méthodes contraceptives modernes (African Development Bank, 2020).

L'un des principaux obstacles à l'accès aux soins de santé reste le coût financier. Plus de 30 % des ménages ont indiqué que l'incapacité à payer le traitement était le principal obstacle. La sécurité (18 %) et la distance (7 %) sont les deux autres obstacles les plus courants (OCHA, 2022). Les inégalités dans l'allocation des ressources se traduisent par une prestation inégale des services publics à travers le pays. À cet égard, le secteur de la santé se caractérise par une forte concentration de médecins à Niamey (un pour 5,642 personnes), au détriment des zones très peuplées comme Zinder, Maradi et Tahoua ; des organisations radicales et violentes exploitent ce mécontentement (World Bank Group, 2018). Le ratio infirmier/population extrêmement faible du Niger, ainsi que la répartition spatiale inégale et les taux d'absentéisme élevés du personnel de santé, créent de graves disparités régionales dans la prestation de services. Seuls 39% des personnes

touchées dans les 20 % les plus pauvres de la population ont cherché un traitement, contre 66 % dans les 20 % les plus riches de la population. La qualité des services de santé reste faible, avec seulement un tiers des diagnostics correctement effectués (World Bank Group, 2018).

	2015	2016	2017	2018	2019
Hôpital national	3	3	3	4	5
Hôpital des armées	1	1	1	1	1
Centre Hospitalier Régional (CHR)	6	6	7	7	7
Hôpital privé	6	5	5	5	5
Hôpital de District	33	33	34	34	35
Maternité de référence	1	1	1	1	1
Centre de Santé Intégré de type I	650	669	699	738	781
Centre de Santé Intégré de type II	263	285	327	303	325
Case de santé	2516	2507	2511	2508	2422

**Tableau 2. Installations de santé –Annuaire statistique du Niger (2015-2019)**

**Gestion clinique du viol :** Il y a un manque d'informations publiées en ce qui concerne la gestion clinique du viol au Niger, la manière dont elle est fournie et la qualité du service fourni aux survivants de violences sexuelles. En 2020, l'UNFPA a soutenu le système de santé en fournissant à plus de 150 centres de santé des kits post-viol, des équipements médicaux pour les accouchements assistés, des médicaments et des produits contraceptifs, ainsi que des formations sur la gestion clinique du viol (UNFPA, 2020). Lors de la compilation de ces données, un spécialiste en VBG pour l'UNFPA, l'un des principaux acteurs dans la prestation de services de SSR, a souligné le défi posé par la rotation des agents de santé, y compris ceux formés à la gestion clinique des viols - une formation que les agents de santé ne reçoivent pas systématiquement au cours de leur formation (UNFPA, 2023).

**Services de prise en charge de la VBG :** Les défis liés à l'accès aux services et à leur disponibilité sont confirmés par les données de suivi générées en 2020, lorsque 25% des 3763 personnes interrogées, dont 35% de femmes, ont indiqué qu'elles ne signalaient pas les incidents de VBG dont elles étaient victimes ou dont elles avaient connaissance. Parmi les raisons pour lesquelles les survivantes de VBG n'accèdent

pas aux services, il y a la peur d'être stigmatisées par la communauté (24%). Le manque de confidentialité (8%) et le manque de personnel féminin dans les structures de soins (4%) sont également mentionnés. Dans moins d'un quart des cas, l'absence ou l'insuffisance de services (12%) ou la méconnaissance du système de soutien (9%) constituent le principal obstacle à l'accès à un soutien adéquat pour les survivantes de violences sexuelles. Ces résultats mettent en évidence les lacunes qui subsistent dans les services existants et les progrès à faire en termes d'adhésion aux principes directeurs de l'assistance aux survivantes de VBG ([Project 21, 2020](#)). Lors de la compilation de cette revue des données secondaires, un spécialiste de la VBG pour l'UNFPA a indiqué que les coûts liés aux consultations médicales et aux visites spécialisées sont l'un des principaux obstacles à l'accès aux services pour les survivantes, car elles ont généralement des revenus limités et vivent loin des cliniques de santé offrant les services de prise en charge médicale (UNFPA, 2023).

### CONTEXTE SOCIODÉMOGRAPHIQUE

Le Niger a une population de 23,591,983 millions d'habitants; les adolescents et les jeunes de moins de 25 ans représentent 69.2 % de la population. Les femmes représentent 50.3% de la population ; 84 % des femmes vivent dans les zones rurales et 40 % sont en âge de procréer. La population devrait doubler tous les 18 ans et la croissance démographique annuelle reste la plus élevée au monde ([UNFPA, 2022](#)). Une évaluation multisectorielle, réalisée en 2021, indique que 9.4 % des ménages nigériens comptent au moins une personne vivant avec un handicap qui a des difficultés à réaliser des activités spécifiques ([REACH, 2021](#)).

**Les adolescentes :** La période allant de la conception à l'adolescence est une période risquée et difficile pour de nombreux enfants au Niger. Les adolescents, en particulier les adolescentes, sont confrontés à des contraintes majeures qui les empêchent de réaliser leur potentiel : 76 % sont mariées avant 18 ans ; 36 % des adolescentes âgées de 15 à 19 ans ont déjà donné naissance ou sont enceintes et seulement 26.9 % sont alphabétisées, contre 50.2 % des garçons. L'accès à l'enseignement secondaire est faible, avec seulement 31 % des filles et 42 % des garçons scolarisés. Les adolescentes vivant dans les zones rurales et marginalisées sont particulièrement exposées au risque de malnutrition en raison de la fréquence des grossesses précoces et des mariages d'enfants ([UNICEF, N.d.](#)).

### PERSONNES DANS LE BESOIN (PIN)

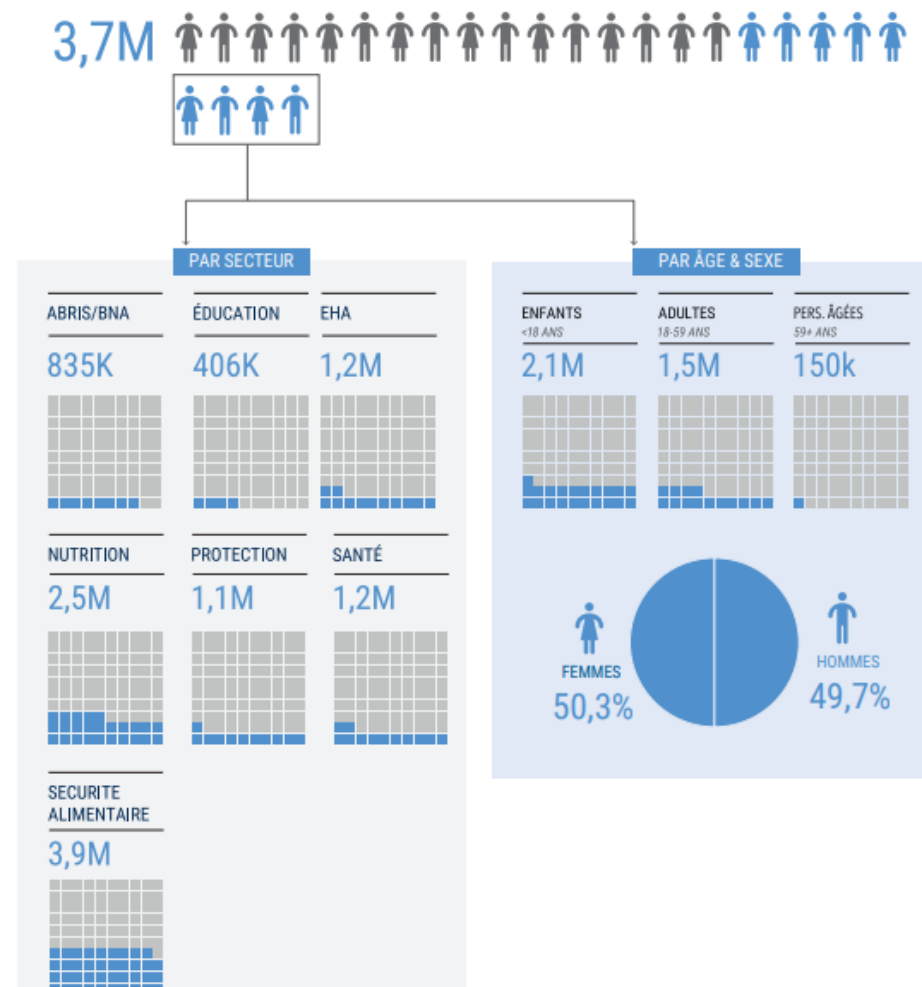


Tableau 3. OCHA (2022) HNO, Données sur les personnes dans le besoin

**Personnes déplacées, réfugiés et rapatriés :** En septembre 2022, environ 549,000 personnes au Niger se trouvaient en situation de déplacement forcé, ainsi que 264,257 personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), 249,765 réfugiés (environ 52 femmes et filles) et des rapatriés provenant principalement du Nigeria et du Mali. 58 % des personnes déplacées ont des besoins transversaux "graves" (50 % étant des femmes). Près de 19 % des ménages déplacés sont dirigés par des femmes, et 13.38 % des chefs de ménage déplacés sont des veuves. Les réfugiés sont également touchés par la crise de manière sévère, en raison des effets du conflit et de la violence physique, tels que le traumatisme mental, le déplacement, les problèmes de protection, la perte de revenus et de moyens de subsistance. 59 % des ménages de réfugiés ont au moins un enfant qui s'est marié et a quitté la maison ([OCHA, 2022](#)).

**Migrants :** Les enfants et les femmes migrants, en particulier celles qui n'ont pas de papiers, sont vulnérables à la traite des êtres humains, aux abus et à l'exploitation. Les femmes migrantes sont confrontées à des risques élevés de violations de leurs droits, notamment la VBG et la traite des êtres humains, ainsi qu'à un manque de travail décent, de protection sociale et de services publics tels que les soins de santé, la justice et l'éducation. Les femmes migrantes sont confrontées à des formes multiples et croisées de discrimination sur la base de caractéristiques interconnectées telles que le sexe, la race, l'origine ethnique, l'identité de genre, l'orientation sexuelle et le statut migratoire ([UNWOMEN, 2021](#)).

**Les personnes vivant avec un handicap :** Au Niger, la prévalence des personnes vivant avec un handicap est de 9.34 %. Une étude menée en juillet 2021 sur les obstacles à l'accès aux services et à l'aide, a montré que 60.37 % des personnes interrogées ne participent pas aux activités au sein de leur communauté, et 57.41 % n'ont accès à aucun processus de décision. Seuls 18.60 % des personnes vivant avec un handicap interrogées ont accès à l'aide humanitaire. 50 % ne peuvent pas accéder aux services de santé en raison du manque de ressources financières. Bien qu'aucune donnée ventilée par âge et par sexe ne soit disponible, il est probable que le fait de vivre avec un handicap ait également un impact sur l'accès aux services de prise en charge de la VBG ([OCHA, 2022](#)).

**Économie :** Le Niger a une économie peu diversifiée, qui dépend de l'agriculture (le principal secteur productif des femmes) pour 40 % de son produit intérieur brut (PIB). Le niveau d'extrême pauvreté est de 42.9 %, ce qui signifie qu'il touche plus de 10 millions de personnes. La forte fécondité des femmes nigériennes leur laisse moins d'opportunités et moins de temps pour des activités génératrices de revenus. L'inégalité entre les genres au Niger entraîne d'énormes pertes économiques et

sociales pour le pays en raison du faible niveau d'éducation et d'alphabétisation des femmes et des filles, ainsi que de l'accès limité au financement, à l'énergie (surtout dans les zones rurales), aux installations appropriées et aux marchés. En outre, les mécanismes de financement existants ne sont pas adaptés aux besoins de financement des femmes et les garanties demandées constituent des obstacles pour les femmes, en particulier dans les zones rurales ([African Development Bank, 2020](#)).

**Éducation :** Au Niger, les enfants ne sont scolarisés que six ans en moyenne et les résultats d'apprentissage sont parmi les plus faibles de la région. Les filles ont moins accès au système éducatif que les garçons, ce qui, couplé à un taux élevé d'abandon scolaire, conduit à la persistance des inégalités d'une génération à l'autre. Le taux d'alphabétisation des adultes est faible (18 % pour les femmes et 40 % pour les hommes) et le taux de scolarisation et d'achèvement des études est faible à tous les niveaux, en particulier pour les filles des zones rurales. Les facteurs contribuant à la faible scolarisation des filles sont le manque de logements et d'installations d'hygiène dans les écoles, le mariage des enfants, la pauvreté et l'insuffisance des possibilités d'éducation ([African Development Bank, 2020](#)).

### ENVIRONNEMENT DE RÉPONSE (BESOINS DE BASE)

Le contexte humanitaire ainsi que les faiblesses de la gouvernance et des infrastructures ont un impact sur la disponibilité et l'accès à un large éventail de services au Niger.

**Sécurité alimentaire et moyens de subsistance :** Les conséquences des inondations de 2020 qui ont endommagé la production agricole, ainsi qu'une mauvaise saison pastorale en 2021, les impacts socio-économiques persistants de la COVID (en particulier sur le commerce transfrontalier et les transferts de fonds des migrants) et l'inflation sont autant de facteurs qui ont gravement détérioré l'accès à la nourriture pour la population locale et en particulier pour les personnes déplacées et les réfugiés ([OCHA, 2022](#)). Les femmes ont été particulièrement touchées, car 95 % d'entre elles dépendent de l'agriculture de survie et de l'économie informelle ([REACH, 2021](#)). En outre, 34% des femmes nigériennes sont totalement absentes du marché du travail ([African Development Bank, 2020](#)). L'accès limité et la disponibilité de la nourriture restent un défi majeur, en partie à cause de la hausse des prix des denrées alimentaires, qui réduit le pouvoir d'achat des ménages, ce qui affecte particulièrement les ménages dirigés par des femmes ([Office of the Prime Minister, 2021](#)).

Les visites de suivi de routine effectuées par le Conseil Danois pour les réfugiés ont permis de conclure que l'insécurité alimentaire et les opportunités limitées en matière de moyens de subsistance pouvaient pousser les femmes à adopter des stratégies d'adaptation négatives pour répondre à leurs besoins alimentaires, comme le vol, le sexe de survie, la mendicité, etc., ce qui les exposerait davantage à divers risques de protection (mariage précoce, violence psychologique, etc.) ([Danish Refugees Council, 2022](#), and [Danish Refugees Council, 2022](#)). Le sous-cluster VBG avait déjà identifié que les rations alimentaires et les articles non alimentaires distribués par les acteurs humanitaires étaient généralement insuffisants, ce qui incitait les femmes à échanger des rapports sexuels contre de la nourriture supplémentaire pour nourrir leurs familles. Dans plusieurs cas, la distribution ciblait le membre masculin de la famille ([GBV Sub-Cluster, 2018](#)).

**Eau, assainissement et hygiène :** La collecte de l'eau est perçue comme étant la responsabilité des femmes, selon les normes sociales, ce qui représente une charge importante pour elles et occupe une grande partie de leur temps. (Les femmes se mobilisent généralement jusqu'à six heures par jour pour tenter de satisfaire les besoins en eau du ménage, y compris les besoins en eau pour le bétail et les cultures). La sécurité personnelle des femmes est en danger lorsqu'elles vont chercher de l'eau, y compris les risques de VBG ([World Bank Group, 2018](#)). Le suivi et les évaluations de routine ont permis d'établir d'autres facteurs du secteur qui exposent les femmes et les filles au risque de VBG, comme l'absence de latrines ou d'installations de bain dans de très mauvaises conditions qui ne préservent pas l'intimité et la dignité des utilisatrices et obligent les femmes à se rendre sur le terrain. D'autres risques pour les femmes et les filles liés au manque d'installations (en particulier lors des déplacements nocturnes) sont l'enlèvement, les agressions physiques et sexuelles ([International Rescue Committee, 2022](#); [Danish Refugee Council, 2022](#); [OCHA, 2022](#)).

**Santé :** Globalement, les services de santé essentiels sont limités au Niger en raison du manque de ressources financières, de ressources humaines et d'infrastructures, de l'inadéquation entre l'offre existante et les besoins (par exemple, les soins aux adolescents), de la faible coordination entre les services de prévention et de soins existants, de l'absence de procédures opérationnelles standard au niveau national. Enfin, il n'existe pas, à l'échelle nationale, de centres offrant des services essentiels aux victimes de VBG, conformément aux directives et normes internationales, à l'exception de quelques services spécifiques irréguliers financés par des projets ([Spotlight Programme Niger, 2021](#)).

**Abris et CCM :** que ce soit dans les camps ou à l'extérieur, au sein de la communauté des réfugiés, des personnes déplacées, des demandeurs d'asile ou des rapatriés, la

qualité et l'état des abris ainsi que le manque de sécurité et d'intimité qu'ils offrent posent problème ([OCHA, 2022](#)). Les abris sont généralement constitués de matériaux temporaires (bâches, paille, tiges de millet, etc.), et presque tous les abris sont dans un état tel qu'ils exposent les personnes déplacées et les réfugiés aux intempéries et à d'autres problèmes tels que le vol et le risque accru de VBG. Le faible revenu global des ménages ne favorise pas l'accès à un logement sûr et décent ([UNHCR, 2020](#)). Enfin, les établissements formels et informels sont souvent dépourvus d'installations sanitaires ([Danish Refugees Council, 2022](#)).

**Éducation :** L'insécurité et les catastrophes naturelles ont un impact sur le secteur de l'éducation en provoquant, entre autres, la fermeture d'écoles, l'augmentation du ratio d'écoles accueillant des étudiants déplacés, et un sentiment de peur généralisé qui a conduit de nombreux enfants à quitter le système éducatif. En 2022, on estime que plus de 2,6 millions d'élèves ne sont pas scolarisés. Cela affecte de manière disproportionnée les filles et a eu un impact sur le taux élevé de mariage des enfants. Des dommages structurels ont également été causés aux établissements scolaires par des inondations, des incendies d'écoles et des vents violents, ce qui a eu un impact supplémentaire sur l'accès à l'éducation ([OCHA, 2022](#)).

**Protection :** Les déplacements forcés, principalement dus à l'insécurité, constituent un problème majeur pour la population ([OCHA, 2022](#)). L'intensification des activités des groupes armés dans une proportion croissante du territoire a entraîné une augmentation des incidents de protection (y compris des risques accrus de VBG), une augmentation des restrictions de mouvement et un impact socio-économique global qui limite les possibilités d'éducation et de moyens de subsistance pour les femmes et les filles.

**La protection des enfants :** La violence et l'insécurité perturbent tous les aspects de la vie des enfants en exacerbant les vulnérabilités chroniques résultant de niveaux élevés de malnutrition et d'un accès insuffisant à l'éducation, à l'eau potable et aux installations sanitaires, et en les amenant à subir et/ou à être témoins de violences et d'abus. Parmi les nombreuses formes que peuvent prendre les violations des droits de l'enfant au Sahel, 20 % des personnes interrogées ont souligné que le travail des enfants était une préoccupation majeure, à laquelle s'ajoute une forte augmentation de la traite d'enfants, du travail forcé et du recrutement forcé par des groupes armés en raison de la COVID-19 ([Project 21, 2020](#)). De plus en plus d'enfants sont tués et recrutés par des groupes armés, qui ont commis des crimes de guerre et d'autres abus pendant le conflit, notamment le meurtre de civils et le ciblage d'écoles ([UNICEF, 2021](#)). Par exemple, en 2021, dans la seule région de Diffa, 1 612 enfants ont été



recrutés par des groupes armés ou enlevés à des fins de travail ou d'exploitation sexuelle ([OCHA, 2022](#)). De nombreux enfants sont traumatisés après avoir été témoins d'attaques meurtrières contre leurs villages. Dans certaines régions, les femmes et les filles n'ont pas le droit d'exercer des activités en dehors de leur domicile, en raison du risque d'enlèvement ou de mariage forcé avec des acteurs armés ([Amnesty international, 2021](#)). Enfin, le mariage des enfants reste une violation structurelle des droits de l'enfant au Niger.

### L'ENVIRONNEMENT SOCIOCULTUREL ET RELIGIEUX

Selon le dernier document du programme du pays du UNFPA, l'indice de développement par genre estimé pour le Niger est parmi les plus bas du monde (0,724) ([UNFPA, 2022](#)). Au Niger, les femmes sont confrontées à des normes sociales, religieuses et culturelles profondément ancrées qui limitent leurs droits et leurs libertés. Bien que le traitement et le rôle spécifiques des femmes varient selon les communautés ethno-tribales, dans tout le Niger, les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté et sont grossièrement exclues des possibilités d'assumer des rôles décisionnels ou de participer de manière significative à l'économie. Le Niger a le taux de natalité le plus élevé chez les adolescentes et le taux le plus élevé de mariages et d'unions d'enfants, précoces et forcés dans le monde. 40.4% des adolescentes âgées de 15 à 19 ans sont déjà tombées enceintes et contribuent pour 14% à la fécondité nationale. Les responsabilités familiales limitent l'accès des filles à l'éducation et aux autres ressources. Les inégalités entre les genres dans l'accès aux droits sociaux et économiques limitent le potentiel de croissance d'un montant estimé par la Banque mondiale à environ un quart du PIB du pays ([USAID, 2021](#)).

**Les perceptions de la VBG :** Au Niger comme dans d'autres pays de la région, il existe des pratiques socioculturelles qui cautionnent ou encouragent diverses formes de violence basée sur le genre ou des pratiques néfastes, et qui perpétuent l'inégalité entre les genres et favorisent le mariage des enfants tout en protégeant les auteurs masculins des sanctions légales et des poursuites judiciaires ([UNWOMEN, 2018](#)).

Par exemple, la société nigérienne désapprouve généralement les filles non mariées qui tombent enceintes. Lorsque la grossesse devient apparente, les filles sont souvent contraintes de révéler l'identité du père. Cela conduit souvent à un mariage forcé, sans aucun égard pour les droits, les souhaits ou l'avenir de la fille. Parfois, la

grossesse est due à un viol, mais la société encourage quand même l'homme à épouser la fille. Ce traumatisme aggravé laisse un effet durable sur les filles, dont la plupart se voient refuser l'accès à leur éducation après la grossesse ([Human Rights Watch, 2021](#)).

De plus, lors de la dernière enquête démographique et de santé (EDS) disponible, 44% des répondants ont déclaré que battre une femme est justifié si elle néglige ses enfants. En outre, les femmes interrogées estiment qu'il est justifié pour un mari de battre sa femme lorsqu'elle se dispute avec lui (50%), quitte la maison sans le prévenir (43%) ou brûle de la nourriture (35%) ([African Development Bank, 2020](#)).

**Les pratiques traditionnelles de mariage :** Au Niger, les filles sont souvent considérées comme la propriété de leurs parents, et ce sont généralement les parents de la fille qui plaident en faveur d'un mariage précoce en arguant que c'est dans l'intérêt de tous, y compris celui de la petite fille. Les parents ou autres membres de la communauté signalent rarement les incidents de mariage précoce ou forcé, ou demandent de l'aide pour les filles qui risquent d'être mariées de force, même s'il s'agit d'une forme de violence liée au sexe. Au lieu de cela, de nombreuses familles préfèrent investir dans l'éducation ou la formation de leurs fils plutôt que de leurs filles, car elles estiment que la scolarisation n'est pas nécessaire pour être mère ou épouse. Les adolescentes sont donc mariées en raison de l'inégalité des genres et des normes sociales négatives sur la valeur d'une fille, de la pauvreté ou des privations, du manque de sécurité, des traditions socioculturelles et religieuses, ainsi que de l'insuffisance des garanties juridiques et politiques contre le mariage des enfants. La combinaison de ces facteurs crée une série d'éléments qui comprennent :

- des craintes concernant la sécurité des filles, notamment en ce qui concerne les enlèvements et les attaques violentes ;
- des inquiétudes quant à la perte de l'honneur de la famille en raison des relations sexuelles et des grossesses avant le mariage;
- et le manque de revenus/moyens de subsistance de la famille qui conduit à l'échange des filles en mariage contre un dot et un prix de la mariée.

Alors que les pratiques culturelles positives appréciant les rites de passage alternatifs ont été perçues comme contribuant à atténuer le mariage des enfants, les pratiques culturelles rétrogrades sont toujours privilégiées, ce qui rend difficile la mise en œuvre des lois et politiques, y compris les instruments juridiques internationaux ratifiés ([UNWOMEN, 2018](#)). En outre, la stigmatisation associée au fait d'être célibataire ou de ne pas pouvoir se marier est omniprésente.

**Prise de décision au sein du ménage :** Le pouvoir de décision économique est très majoritairement entre les mains des hommes au Niger. Ce sont les hommes qui décident des dépenses liées à l'accès aux services de santé (accord des accompagnateurs, transport) et des frais médicaux (consultations, médicaments et hospitalisation). Enfin, ce sont très majoritairement les hommes qui occupent les postes institutionnels et décisionnels clés des systèmes de santé ([African Development Bank, 2020](#)). En Afrique subsaharienne, par exemple, où environ 50 % des femmes prennent des décisions autonomes, trois pays, le Mali, le Niger et le Sénégal, en comptent moins de 10 % ([UNFPA, 2021](#)). Les femmes au Niger n'ont pas le droit de choisir leur conjoint ([UNWOMEN, 2018](#)). Le pouvoir de décision des femmes, notamment sur leur propre santé sexuelle et reproductive (y compris les décisions relatives au planning familial), est limité.

**Participation :** Au niveau politique, la participation des femmes aux organes de décision est encore relativement faible malgré l'adoption de la loi n° 2000-008 établissant le système de quotas, et ses amendements portant à 25% le pourcentage de femmes pour les mandats électifs et les nominations aux postes de l'administration publique. Cependant, il existe de nombreuses barrières structurelles (comme mentionné précédemment : le mariage des enfants, les obstacles à l'éducation, le manque de ressources) qui empêchent les filles d'aspirer à participer à la politique et les femmes d'accéder à ces postes. En outre, certains hommes ne permettent pas à leurs épouses de s'engager en politique ([African Development Bank, 2020](#)). Au Sahel, les femmes représentent moins de 25% des membres dans plus de deux tiers des structures communautaires, telles que les comités communautaires, les associations de parents, ce qui indique une nette sous-représentation des femmes même à ce niveau ([Project 21, 2020](#)).

**La liberté de mouvement :** Les femmes ont un accès limité aux marchés pour la vente de leurs produits en raison de contraintes culturelles. Les femmes rurales sont limitées à la vente de leurs produits agricoles à l'intérieur du village, car elles sont rarement autorisées à se rendre sur les marchés des villages environnants en raison des normes sociales. Pour vendre leurs produits en dehors de leurs villages, elles sont obligées de confier leurs produits à des proches, ce qui augmente leurs coûts de transaction et a des répercussions sur la rentabilité économique de leurs exploitations ([African Development Bank, 2020](#)). Les filles mariées perdent généralement leur liberté de mouvement et d'interaction ou voient ce droit fortement réduit. Dans de nombreux cas, les adolescentes mariées sont empêchées par leurs maris de se rendre dans des lieux de rencontre tels que les marchés, de rejoindre des groupes de développement

communautaire et de visiter les centres de jeunesse de leurs communautés. Elles sont également souvent empêchées par leurs maris ou les membres de leur famille de se rendre à l'hôpital, à moins d'être accompagnées par eux, ce qui peut avoir des conséquences néfastes sur leur santé. Le mariage précoce et forcé peut avoir des effets isolants et durables ([UNWOMEN, 2018](#)). Enfin, les restrictions de mouvement sont également les conséquences de la grande insécurité. Or, les femmes sont régulièrement contraintes de quitter leur domicile pour accomplir leurs tâches domestiques traditionnelles, notamment la collecte de nourriture, d'eau et de bois. Cela augmente leur exposition à la VBG, comme le confirment les nombreux incidents de sécurité signalés au cours de l'année à la périphérie des villages, des camps et des autres sites accueillant des personnes déplacées ([Project 21, 2020](#)).

**Les chefs religieux et traditionnels :** Certains chefs religieux et traditionnels ont plaidé en faveur de la promotion des droits des femmes et de l'égalité des genres ces derniers temps, ce qui indique une possibilité de changement positif des normes sociales ([African Development Bank, 2020](#)).

### TYPES DE VBG

Les VBG et les pratiques néfastes sont très préoccupantes au Niger, comme le montrent les principales données sur les VBG recueillies dans le tableau 4. Selon l'étude sur l'ampleur et les déterminants des violences basées sur le genre au Niger réalisée en 2015, le taux de prévalence nationale est de 28.4%, tous types et sexes confondus, avec des disparités entre les régions. Zinder et Maradi sont les régions où le pourcentage de survivantes est le plus élevé, avec respectivement 95 % et 88 % des femmes qui déclarent avoir subi au moins un incident de violence au cours de leur vie.

<u>Table 4. Principales données sur la VBG</u>	
Prévalence de la violence basée sur le genre	28,4%
Prise de décision sur la santé sexuelle et reproductive et les droits reproductifs, pourcentage (2007-2020)	7%
Taux de natalité chez les adolescentes pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans (2004-2020)	154
Violences entre partenaires intimes, 12 derniers mois, en pourcentage (2018)	13%
Taux de grossesses non désirées pour 1 000 femmes âgées de 15 à 49 ans, (2015-2019)	49
Mariage d'enfants à l'âge de 18 ans, en pourcentage (2005-2020)	76%
Prévalence des mutilations génitales féminines chez les filles âgées de 15 à 19 ans, en pourcentage (2004-2020)	2%

L'espace domestique est le principal lieu où se produit la violence : violence physique (61.4%), violence sexuelle (91.9%), violence psychologique (67.6%), violence économique (95.1%) des incidents signalés se produisent au domicile ([Spotlight Programme Niger, 2021](#)). 8.2 % des cas concernent des adolescentes et des jeunes femmes. La violence sexuelle et la violence économique ont une prévalence de 6.6 % et 2.8 %, respectivement. Le déni d'opportunité pour les femmes dû à la violence économique est élevé (14.6 %), ([UNFPA, 2022](#)). Plus récemment, les acteurs qui interviennent dans le domaine de la VBG adaptent leurs services pour mieux répondre à la violence entre partenaires intimes (VPI), car dans les contextes humanitaires, la VPI est l'incident le plus fréquemment rapporté chez les femmes et les filles. Environ 75 % des survivantes assistées dans les points de prestation de services à travers le Sahel ont été victimes de VPI. Cependant, la couverture des services reste très insuffisante ([Project 21, 2020](#)).

Les femmes et les filles sont les premières victimes de la violence liée au conflit et courent un risque accru de subir diverses formes de VBG. Les femmes âgées et les femmes et filles vivant avec un handicap sont également en danger et souvent particulièrement vulnérables ([Cluster Protection, 2022](#)). Les femmes et les filles sont principalement touchées par les normes sociales néfastes et les multiples discriminations fondées sur l'âge et le sexe, encore exacerbées par l'impact socio-économique de la crise, du changement climatique, de la pandémie de la COVID-19 et d'autres épidémies. Les femmes et les filles des communautés locales sont exposées à un risque généralisé et croissant d'être enlevées, mariées de force, agressées sexuellement et violées. Les personnes déplacées et les réfugiés représentaient plus des deux tiers (68 %) des survivantes de VBG ayant demandé une assistance spécialisée en 2021 ([OCHA, 2022](#)).

L'esclavage domestique et sexuel, connu sous le nom de wahaya, est également signalé dans le pays, en particulier dans la région de Tahoua, où de très jeunes filles sont vendues, mais aucune donnée de prévalence n'a pu être trouvée ([U.S. Department of State, 2019](#)). Le Niger est également pays d'origine et de destination de transit pour les femmes, les hommes et les enfants victimes de la traite. En 2019, les autorités nigériennes ont identifié 53 victimes, contre plus de 70 victimes (principalement des femmes et des jeunes filles en 2018 ([U.S. Department of State, 2019](#))). Ces chiffres sont probablement une sous-représentation de l'ampleur du problème.

Enfin, comme décrit dans diverses sections de ce rapport, le Niger a l'un des taux les plus élevés de mariage d'enfants enregistrés dans le monde.

### CONSÉQUENCES DE VBG

La violence à l'égard des femmes et des filles constitue depuis longtemps un obstacle à leur participation et à leur contribution égales à la société. Toute forme de violence à l'égard des femmes - physique, mentale, verbale, psychologique ou émotionnelle - constitue une violation de leurs droits fondamentaux, a des répercussions graves et à long terme sur les survivantes, leurs familles et leurs communautés, et affecte également le développement social et économique. La violence est vécue de multiples façons par les femmes, dans plusieurs contextes, et ses coûts et conséquences sont donc très répandus.

En particulier, le mariage des enfants prive les filles de la possibilité de jouir de leurs droits en tant qu'enfants et de leur développement humain intégral. Le mariage d'enfants est également une contrainte puissante sur l'action des femmes et des filles, les forçant à s'engager dans des relations de subordination à vie avant qu'elles n'aient la capacité légale de prendre des décisions qui affectent leur vie entière ([UNFPA, 2021](#)).

La violence fondée sur le genre est une question complexe et les types de VBG sont souvent interconnectés et liés les uns aux autres. Les filles mariées sont victimes de VBG continue et subissent des viols pendant toute la durée de leur mariage. Parmi les autres conséquences du mariage des enfants figurent la violence physique, la violence sexuelle, le travail des enfants par le biais de soins non rémunérés, de travaux domestiques et agricoles, ainsi que la violence psychologique de la part de leurs maris. Il s'agit d'une violence entre partenaires intimes ([UNWOMEN, 2018](#)).

La VBG affecte la qualité de vie des survivantes (dont la majorité sont des femmes et des filles) de diverses manières, graves et souvent durables.

Ces effets vont du biologique/physique (y compris la santé mentale) au social et à l'économique. La violence sexuelle a souvent des conséquences néfastes sur la santé reproductive des femmes et des filles, notamment des infections utérines, des fistules obstétriques, des avortements à risque et des fausses couches ([UNWOMEN, 2018](#)). La VBG est une violation des droits humains et affecte les chances de vie des survivantes.

### LACUNES ET BESOINS D'INFORMATION

Bien qu'il y ait un GBVIMS et un Sous-Cluster VBG opérationnels dans le pays, aucune information sur les services et la cartographie des acteurs de la VBG n'est disponible en ligne pour fournir une vue d'ensemble des principaux acteurs et activités de la VBG dans le pays. Bien que certaines données pertinentes sur la VBG aient été obtenues auprès d'agences des Nations Unies, de la Banque africaine de développement, de rapports d'ONGI et d'autres sources, très peu de données ont été trouvées sur les principaux acteurs, services et interventions clés en cours.

Il existe un réseau de prévention de la violence et des abus sexuels au Niger, avec quelques formations sur la prévention de l'EAS, une stratégie et un code de conduite en place, mais les données illustrant le défi et la réponse à ce problème au Niger n'ont pas été trouvées en ligne ([IASC, 2022](#)).

Compte tenu du conflit et de l'insécurité, ainsi que de la dégradation de l'environnement, du changement climatique et des perspectives économiques mondiales défavorables, il est important que ces crises croisées et leurs impacts sur les survivantes de la GBV et les femmes et filles à risque de VBG au Niger soient pris en compte afin de fournir une aide humanitaire efficace. A l'heure actuelle, il y a peu d'informations concernant les données sur les services qui indiquent comment les agences d'aide humanitaire et les acteurs locaux abordent spécifiquement cette confluence de défis.

En outre, l'accès à des données spécifiques sur les dimensions et les facteurs de vulnérabilité pour les groupes à risque est un défi constant étant donné leur invisibilité (par exemple, les femmes et les filles vivant avec un handicap, les femmes lesbiennes, bisexuelles ou transgenres, les femmes âgées, les femmes veuves, etc.).

### LES LEÇONS APPRIS

Adresser les causes des mariages d'enfants, précoces et forcés est une pierre angulaire qui peut contribuer à la prévention de la violence basée sur le genre au Niger, car celle-ci est perçue et documentée comme l'un des principaux problèmes affectant le bien-être des filles et des futurs ménages. Les leçons apprises et les bonnes pratiques sont disponibles au Niger et dans la région. Cependant, si la prise en charge de ce problème doit être une priorité étant donné son ampleur, il en va de même pour les autres formes de VBG dans ce contexte. Les données disponibles mises en évidence dans ce rapport montrent que les femmes et les filles sont confrontées quotidiennement à des risques importants de VBG lorsqu'elles mènent leurs activités quotidiennes habituelles (par exemple, lorsqu'elles accèdent aux latrines, aux installations de bain, lorsqu'elles voyagent, lorsqu'elles sont à la maison, etc.) et ils sont confrontés à ces risques de la part d'auteurs connus ou inconnus.

S'il est prometteur de constater que le Niger est signataire d'un certain nombre de traités et de conventions internationaux et régionaux et qu'un quota de représentation politique des femmes est en place, cela reste insuffisant sans une transformation institutionnelle et sociale plus poussée à tous les niveaux pour assurer la sécurité des femmes et des filles et leur accès à l'éducation et aux opportunités économiques. Si l'on ne s'efforce pas de supprimer la multitude d'obstacles structurels auxquels les femmes et les filles sont confrontées pour participer activement et jouir de leurs droits, leur sécurité, leur santé, leur éducation et leur bien-être économique continueront d'être compromis et le développement économique et communautaire entravé. Le cadre juridique et les lacunes en matière d'application de la loi qui empêchent de poursuivre les auteurs de mariages forcés de filles n'ayant pas atteint l'âge légal (que ce soit par le biais de procédures civiles ou coutumières) requièrent également une attention urgente de la part des responsables.

La détérioration de la situation humanitaire due à l'insécurité, à la COVID-19 et aux risques naturels a renforcé les facteurs existants contribuant à la VBG, mais n'a pas changé de façon importante les principaux facteurs de la VBG au Niger, qui restent la pauvreté, le déplacement, le manque d'information des femmes sur leurs droits, les possibilités limitées d'éducation, le manque d'emploi, et l'impunité générale des auteurs de VBG due à un cadre juridique insuffisant.

Le profil démographique du pays indique que le Niger dispose d'une fenêtre d'opportunité pour exploiter le dividende démographique. Pour tirer parti de cette opportunité, des investissements ciblés dans la santé sexuelle et reproductive, l'éducation et l'autonomisation des jeunes sont essentiels.



# LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG)

## EXAMEN DES DONNÉES SECONDAIRES

Date 03/01/2023

### LIMITES

Il existe peu de rapports et de documents publiés provenant d'organisations nationales et dirigées par des femmes, ce qui a un impact sur la représentation égale des voix des femmes nigériennes dans cet examen des données secondaires.

La cartographie de la VBG et les interventions clés en cours pour répondre et prévenir la VBG n'ont pas pu être pleinement évaluées car ces informations n'étaient pas disponibles et publiées.

Une autre limite de cet examen est qu'il a été rédigé dans un délai limité, sur la base d'une revue rapide de documents.

La documentation couvre une période limitée de 2019 à 2022.